

Le développement humain : génèse et perspective d'un concept

*Fabrice Hatem **
Diana Malpede

Mettre le développement au service de l'homme et notamment des plus démunis : telle est la préoccupation centrale du Rapport mondial sur le développement humain 1991 publié par le PNUD [15]. Si l'approche n'est pas vraiment nouvelle, elle marque cependant une évolution intéressante dans le discours des grandes organisations internationales sur le développement, dominé au cours des années 1980 par des préoccupations plus strictement économiques.

Les politiques d'ajustement structurel : et après ?

L'histoire des théories et des politiques du développement est en partie rythmée par un balancement entre deux approches. La première, assimilant développement et croissance du revenu monétaire, privilégie le recours aux mécanismes de marché et l'ouverture aux échanges internationaux. L'autre, accordant plus d'importance aux dimensions non monétaires du développement (culture, environnement, satisfaction des besoins fondamentaux...) souligne au contraire les risques de gaspillages et les déséquilibres dont serait porteur le modèle libéral.

* *Fabrice Hatem est chargé de mission au service économique du Commissariat général du plan ; Diana Malpede est sociologue et consultante auprès d'organisations internationales.*

Un débat de cette nature avait déjà eu lieu, pendant les années 1970, autour de la fameuse « Révolution verte » (encadré) ; il s'est reproduit, sous des formes à maints égards comparables, à l'occasion des « politiques d'ajustement structurelles » mises en place au cours des années 1980.

La « Révolution verte » en débat

Lancé au début des années 1960 par la Banque mondiale et la FAO, ce programme visait à une croissance quantitative de la production agricole des pays en développement, fondée sur l'amélioration des productivités, l'industrialisation du secteur agro-alimentaire et l'utilisation de techniques dites « modernes » : insecticides, engrais chimiques, mécanisation, puis introduction d'espèces et de semences améliorées.

Malgré ses succès quantitatifs, la « Révolution verte » fit l'objet de nombreuses critiques liées à son caractère technocratique, et à l'absence de réforme agraire. Là où les institutions existantes ne favorisaient pas une répartition équitable de la richesse, le changement technique aurait en effet conduit à amplifier les inégalités [1]. Ces critiques, partiellement admises par les organisations en charge du programme, conduisirent au milieu des années 1970 à des inflexions dans la « Révolution verte » : rôle accru donné aux collectivités locales, priorité aux infrastructures de transport et à l'éducation rurale, etc. [2].

Cette contestation servit également de fondement à l'élaboration d'un modèle « alternatif » de développement, centré sur le thème des « besoins de base » [3]. Il s'agissait de garantir aux populations concernées des niveaux minima d'accès à l'éducation, à la santé, à la sécurité alimentaire, mais aussi de promouvoir la participation sociale : pratique de la démocratie de base, information sur les choix. Cette approche a progressivement évolué à la fin des années 1970 vers la notion de « développement endogène » : utilisation des ressources matérielles et humaines locales de façon à limiter la dépendance vis-à-vis des pays développés, importance accordée à la dimension culturelle du développement.

Au début de la décennie, l'échec des approches « dirigistes » du développement et le tournant libéral des économies occidentales ont eu en effet des conséquences importantes sur les politiques d'aide. Les organismes bailleurs de fonds, et notamment la Banque mondiale et le FMI, ont désormais subordonné l'octroi des financements à la mise en place de politiques dites « d'ajustement structurel » : assainissement macroéconomique, réduction des dépenses publiques, démantèlement des monopoles et des réglementations faisant obstacle au jeu de la concurrence, privatisations, encouragements à l'initiative privée et à l'investissement étranger, etc. Quant au niveau de l'aide publique au développement il s'est légèrement tassé, passant de 0,35 % du PIB des pays donateurs en 1980 à 0,32 % en 1989.

Dans les pays en voie de développement, les budgets sociaux ont été tout particulièrement touchés par la réduction des dépenses publiques. Le niveau des dépenses sociales (santé et éducation) par tête a ainsi décru significativement entre 1979 et 1987 dans un très grand nombre de pays d'Afrique et d'Amérique

latine. En Asie et dans les pays arabes, il a continué à croître, mais à un rythme désormais inférieur à celui du revenu par tête [15]. En conséquence, les progrès enregistrés depuis l'indépendance se sont ralentis ou même arrêtés, comme dans les pays africains où le taux de scolarisation a cessé d'augmenter.

Peut-être justifiées du strict point de vue macroéconomique, les politiques « d'ajustement » ont donc eu un coût humain élevé [6], qui a conduit, au sein même de la Banque mondiale, à une réflexion sur leur possible inflexion [7]. Il s'agit en fait de trouver les voies d'un « ajustement à visage humain » [8], en conciliant la recherche de la croissance, l'assainissement macroéconomique, et la protection des populations vulnérables.

L'émergence du concept de *développement humain* apparaît donc comme une tentative pragmatique de réconcilier, au sein d'une stratégie « globale » de développement, des approches, autrefois considérées comme antagonistes, et dont chacune, appliquées isolément, a montré ses limites : satisfaction des besoins humains fondamentaux, d'une part ; recherche de la croissance et de l'efficacité économique, d'autre part.

Génèse et définition d'un concept

Si la dimension humaine du développement n'est pas un thème nouveau dans le discours des grandes organisations internationales [9], l'attention avait cependant été jusqu'ici focalisée sur la notion quelque peu réductrice de « capital humain », l'homme étant considéré davantage comme facteur de croissance que comme fin du développement.

A partir du milieu des années 1980, cependant, cette approche va se trouver de plus en plus contestée. Le développement humain est alors évoqué comme une « dimension négligée » [10]. En 1988, l'ONU [4] propose la mise en œuvre d'une « approche globale et totale » donnant priorité aux personnes, considérées à la fois comme buts et moyens des politiques économiques et sociales. Il faut développer les capacités humaines pour permettre aux populations de devenir des agents constructifs du changement.

Depuis lors, de nombreuses institutions ont proposé leur propre définition du développement humain (encadré). Mais c'est le PNUD qui a mis en œuvre l'approche la plus systématique dans son rapport de 1991 [15], qui fait d'ailleurs suite à une série de publications sur le sujet depuis 1986 [13], [14].

Des définitions nombreuses, mais convergentes

– Table-ronde Nord-Sud, 1987 [5] : « considérer la dimension humaine comme un objectif essentiel du développement mais aussi comme un input déterminant de celui-ci ».

– Commission Sud, 1989 [11] : « le développement est un processus permettant aux êtres humains de réaliser leurs potentialités, d'acquérir confiance en eux-mêmes et de conduire une vie de dignité et d'épanouissement ; le véritable développement doit être centré sur les populations ».

– ONU, commission Asie-Pacifique, 1988 [12] : « le développement humain est obtenu par l'optimisation de quatre paramètres » : le développement de l'emploi et de la main-d'œuvre, l'innovation scientifique et technique, la qualité de la vie, l'intégration des femmes.

– PNUD, 1986 [13] : le développement humain est « la maximisation du potentiel humain mais aussi son utilisation la plus large pour le progrès économique et social », notamment sous trois aspects : éducation/formation, emploi/participation, planification des ressources humaines.

Selon le PNUD, le développement humain est « un processus qui doit conduire à l'élargissement de la gamme des possibilités qui s'offrent à chacun », et à « une amélioration de la qualité de vie individuelle et sociale de la personne ». Cette définition porte en elle trois conséquences.

Il faut tout d'abord élargir la notion de développement, au delà de la croissance du revenu par tête, à la satisfaction des besoins humains fondamentaux : santé, emploi, éducation, qualité de vie. Selon cette approche, la croissance économique et le développement humain, loin d'être opposés, sont considérés comme complémentaires : l'une permet de dégager les ressources financières indispensables à la mise en œuvre des politiques sociales, l'autre d'améliorer la qualité du facteur humain nécessaire à l'expansion économique.

Il faut ensuite donner au développement un contenu participatif et démocratique. L'extension des libertés et l'approfondissement du sens de la responsabilité collective sont considérés comme des conditions essentielles du développement humain : libération de l'initiative privée, mais aussi renforcement des systèmes de protection sociale permettent de soutenir les individus dans l'incapacité de subvenir à leurs propres besoins.

Il s'agit enfin de prendre en compte, non seulement la satisfaction des besoins individuels immédiats, mais aussi le respect de l'intérêt collectif, y compris celui des générations futures, qui ne doit pas être compromis par une surexploitation des ressources naturelles.

Quel est l'état du développement humain dans le monde ?

Le fossé est large, cependant, entre ces objectifs et la réalité actuelle. Le panorama très complet présenté par le PNUD, à partir de plusieurs dizaines d'indicateurs sociaux et économiques, met en effet clairement en évidence l'ampleur des besoins non satisfaits. Plus d'un milliard d'êtres humains vivent dans une situation de total dénuement ; un milliard et demi n'ont pas accès aux services de santé primaire ; un milliard ne savent ni lire ni écrire ; près de deux africains sur trois n'ont pas accès à l'eau salubre... Quant aux dégradations environnementales, elles atteignent un niveau impressionnant dans certains pays comme le Costa-Rica, qui détruit chaque année près de 7 % de sa forêt.

Parmi les causes de cet état de fait, le rapport souligne l'ampleur des gaspillages liés à la corruption, à la fuite des capitaux, et surtout aux dépenses militaires, qui atteignent en moyenne 5,5 % du PNB des pays en développement. Les Emirats Arabes Unis dépensent par exemple 2,8 fois plus pour l'armée que pour l'enseignement ; la Syrie, 4,5 fois plus ; la Jordanie, 1,5 fois plus.

Les données du PNUD permettent également de prendre une nouvelle fois la mesure de l'ampleur des inégalités entre Nord et Sud. Ainsi, les populations du Sud achètent chaque année 25 fois moins de livres, 5 fois moins de viande et de produits laitiers, dépensent douze fois moins pour leur santé que celles des pays développés. La densité médicale y est dix fois moins forte.

Les pays du Sud, cependant, ne sont pas les seuls à connaître des problèmes de développement humain. Même dans les pays du Nord (y compris, il est vrai, les ex-pays socialistes), 200 millions d'individus vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les problèmes de cohésion sociale y sont particulièrement aigus : la toxicomanie, le chômage, la délinquance, la solitude touchent un très grand nombre d'individus, avec une ampleur d'ailleurs très variable selon les pays. Pour ne citer qu'un exemple, le taux d'incarcération, rapporté à la population totale, atteint 0,4 % aux Etats-Unis, soit dix fois plus que dans les pays nordiques ou au Japon.

Vers un indicateur synthétique du développement humain ?

La définition d'un instrument de mesure du développement humain a déjà fait l'objet de plusieurs tentatives (encadré).

Quelques indicateurs synthétiques de développement humain

— H. E. Daly a calculé [17] un « index de développement humain soutenable » (ISEW), tenant compte non seulement de la consommation par tête, mais également de la répartition des ressources et de la dégradation de l'environnement. L'application de cet indicateur aux Etats-Unis fait apparaître, sur la période 1976-1988, une progression nettement plus lente de l'ISEW (+12 % au total) que du revenu par tête.

— Le Science Policy Research Unit (SPRU) de l'université de Sussex a calculé un indicateur de « développement humain durable » [16], à partir d'un ensemble complexe d'éléments que l'on peut regrouper autour de quatre thèmes (santé, survie, autonomie, identité).

Le PNUD a tenté pour sa part, depuis l'an dernier, de calculer pour chaque pays un « indicateur du développement humain » (tableaux 1 et 2). Celui-ci intègre trois critères : le niveau du revenu, le niveau d'éducation (mesuré par le taux d'alphabétisation) et l'espérance de vie. Son analyse, complétée par celle de trois autres indicateurs (disparités de revenus, entre sexes et à l'intérieur de l'ensemble de la population, indicateur de liberté humaine), fait apparaître plusieurs conclusions intéressantes.

On doit tout d'abord se réjouir de l'existence d'un progrès humain significatif depuis 1970, y compris dans des pays, comme en Afrique noire, où le PNB par tête a stagné ou décliné. Pour de nombreux indicateurs, l'écart nord-sud s'est réduit : l'espérance de vie à la naissance des populations du Sud a par exemple atteint 84 % de celle du Nord en 1990, contre seulement 67 % en 1960. L'indicateur de liberté humaine (ILH) calculé par le PNUD a également évolué favorablement au cours de la décennie 1980 : 14 pays sur 38 situés en bas de l'échelle de liberté humaine dans les années 1980 ont en effet fait des progrès sur la voie de la démocratie (tableau 3).

Les deux mouvements semblent d'ailleurs aller de pair, puisque le rapport montre l'existence d'une bonne corrélation entre les niveaux de liberté et de développement humain : les pays des plus développés sont aussi ceux où les libertés sont les plus nombreuses.

Bien que le niveau du développement humain soit en général bien corrélé avec celui du revenu par tête, le rapport montre cependant l'existence d'assez fortes divergences entre ces deux indicateurs dans une vingtaine de pays (pays producteurs de pétrole, Etats-Unis). Les Etats-Unis, par exemple, qui occupent le premier rang des pays développés en matière de revenu par tête, rétrogradent à la 7^e place selon l'indicateur de développement humain. Ce déclassement se comprend mieux si l'on rappelle, entre autre, que le taux de meurtres (rapporté à la population totale) est 7 fois plus élevé outre-Atlantique qu'en France, le

TABLEAU 1

Classement des pays en développement selon l'indicateur de développement humain (IDH)

	Rang selon l'IDH en 1990	Valeur de l'IDH en 1990		Rang selon l'IDH en 1990	Valeur de l'IDH en 1990		Rang selon l'IDH en 1990	Valeur de l'IDH en 1990
Barbade	22	0,945	Jamahiriya arabe			Zambie	118	0,351
Hong-Kong	25	0,934	libyenne	76	0,665	Cameroun	119	0,328
Chypre	26	0,923	Equateur	77	0,655	Pakistan	120	0,331
Bahamas	28	0,920	Pérou	78	0,644	Ghana	121	0,311
Uruguay	32	0,905	Saint-Vincent	79	0,636	Côte d'Ivoire	122	0,311
Corée, Rép. de	35	0,884	Rép. dominicaine	80	0,622	Inde	123	0,308
			Samoa	81	0,618			
Singapour	37	0,879	Chine	82	0,614	Zaïre	124	0,299
Chili	38	0,878	Jordanie	83	0,614	Haïti	125	0,296
Trinité-et-Tobago	39	0,876	Philippines	84	0,613	Comores	126	0,274
Costa Rica	40	0,876	Nicaragua	85	0,612	Tanzanie, rép. unie de	127	0,266
Brunéi Darussalam	42	0,861	Oman	86	0,604	Rép. dém. pop. Laos	128	0,253
Argentine	43	0,854	Mongolie	87	0,596	Nigéria	129	0,242
Venezuela	44	0,848	Liban	88	0,592	Yémen	130	0,242
Mexique	45	0,833	Guyana	89	0,589	Togo	131	0,225
Antigua-et-Barbuda	46	0,832	Tunisie	90	0,588	Libéria	132	0,220
Maurice	47	0,831	Iraq	91	0,582	Rwanda	133	0,213
Koweït	48	0,827	Iran, rép. islamique d'	92	0,577	Ouganda	134	0,204
Qatar	50	0,812	Maldives	93	0,534	Sénégal	135	0,189
Bahreïn	51	0,810	El Salvador	94	0,524	Bangladesh	136	0,186
Malaisie	52	0,802	Botswana	95	0,524	Guinée équatoriale	137	0,186
Dominique	53	0,800	Iles Salomon	96	0,521	Malawi	138	0,179
Panama	54	0,796	Gabon	97	0,510	Burundi	139	0,177
Suriname	55	0,792	Indonésie	98	0,499	Cambodge	140	0,175
Émirats arabes unis	56	0,767	Viet Nam	99	0,498	Ethiopie	141	0,166
Afrique du Sud	57	0,766	Honduras	100	0,492	Rép. centrafricaine	142	0,166
Jamaïque	59	0,761	Vanuatu	101	0,490	Soudan	143	0,164
Brésil	60	0,759	Algérie	102	0,490	Bhoutan	144	0,159
Colombie	61	0,757	Guatemala	103	0,488	Népal	145	0,158
Cuba	62	0,754	Swaziland	104	0,462	Mozambique	146	0,155
Seychelles	63	0,752	Namibie	105	0,440	Angola	147	0,150
Grenade	64	0,751	Myanmar	106	0,437	Mauritanie	148	0,140
Saint-Kitts-et-Nevis	65	0,719	Lesotho	107	0,432	Somalie	149	0,118
Thaïlande	66	0,713	Maroc	108	0,431	Bénin	150	0,114
Bélice	67	0,700	Cap-Vert	109	0,428	Guinée-Bissau	151	0,088
Sainte-Lucie	68	0,699	Bolivie	110	0,416	Tchad	152	0,087
Arabie Saoudite	69	0,697	Zimbabwe	111	0,413	Djibouti	153	0,085
Turquie	70	0,694	Sao Tomé-et-Principe	112	0,399	Burkina Faso	154	0,081
Fidji	71	0,689	Kenya	113	0,399	Niger	155	0,079
Rép. arabe syrienne	72	0,691	Egypte	114	0,394	Mali	156	0,072
Paraguay	73	0,667	Congo	115	0,374	Afghanistan	157	0,069
Corée, Rép. pop. dém.	74	0,665	Madagascar	116	0,371	Guinée	158	0,066
Sri Lanka	75	0,665	Papouasie-Nouvelle-Guinée	117	0,353	Gambie	159	0,064
						Sierra Leone	160	0,048

Source : PNUD, rapport mondial sur le développement humain, 1991.

TABLEAU 2

**Classement des pays développés selon l'indicateur
de développement humain (IDH)**

	Rang selon l'IDH en 1990	Valeur de l'IDH en 1990
Japon	1	0,993
Canada	2	0,983
Islande	3	0,983
Suède	4	0,982
Suisse	5	0,981
Norvège	6	0,978
Etats-Unis	7	0,976
Pays-Bas	8	0,976
Australie	9	0,973
France	10	0,971
Royaume-Uni	11	0,967
Danemark	12	0,967
Finlande	13	0,963
Allemagne	14	0,959
Nouvelle-Zélande	15	0,959
Belgique	16	0,958
Autriche	17	0,957
Italie	18	0,955
Luxembourg	19	0,954
Espagne	20	0,951
Israël	21	0,950
Irlande	23	0,945
Grèce	24	0,934
Tchécoslovaquie	27	0,920
Malte	29	0,917
Hongrie	30	0,911
URSS	31	0,908
Bulgarie	32	0,899
Yougoslavie	33	0,893
Portugal	34	0,879
	36	
Pologne	41	0,863
Albanie	49	0,821
Roumanie	58	0,762

Source : Rapport mondial
sur le développement hu-
main, 1991.

taux de blessés graves dans des accidents de la route, 4 fois plus élevé, et l'espérance de vie à la naissance, inférieure de trois ans à celle du Japon.

On notera enfin que, si la discrimination par sexe est particulièrement forte dans les pays les plus pauvres, elle touche aussi des pays très développés comme la Suisse ou le Japon, et, dans une moindre mesure, la France. C'est évidemment dans les pays nordiques que le degré d'égalité entre sexes est le plus élevé.

TABLEAU 3

Classement d'un nombre limité de pays selon l'indicateur de liberté humaine (ILH) ³²

▲ Evolution récente vers un degré de liberté accru (élections pluripartites)

Nombre total de libertés en 1985		
<i>Liberté humaine élevée</i> (31 à 40)	▲ 25 Argentine	8 Koweït
38 Suède	25 Jamaïque	▲ 8 Algérie
38 Danemark	24 Equateur	8 Zimbabwe
37 Pays-Bas	23 Sénégal	8 Kenya
36 Finlande	▲ 21 Panama	8 Cameroun
36 Nouvelle-Zélande	21 République dominicaine	▲ 7 Hongrie
36 Autriche	19 Israël	7 Turquie
35 Norvège	▲ 18 Brésil	7 Maroc
35 France	18 Bolivie	7 Libéria
35 Allemagne, Rép. féd. d'	16 Pérou	▲ 7 Bangladesh
35 Belgique	15 Mexique	6 République dém. allemande
34 Canada	14 Corée, Rép. de	6 Tchécoslovaquie
34 Suisse	14 Colombie	6 Arabie saoudite
33 Etats-Unis	14 Thaïlande	6 Mozambique
33 Australie	14 Inde	5 Cuba
32 Japon	14 Sierra Leone	5 République arabe syrienne
32 Royaume-Uni	13 Nigeria	5 Corée, Rép. dém. de
31 Grèce	▲ 13 Bénin	5 Indonésie
31 Costa Rica	11 Singapour	5 Viêt-Nam
<i>Liberté humaine moyenne</i> (11 à 30)	11 Sri Lanka	▲ 5 Pakistan
30 Portugal	11 Tunisie	5 Zaïre
30 Papouasie-Nouvelle-Guinée	11 Egypte	▲ 4 Bulgarie
29 Italie	11 Ghana	▲ 3 URSS
29 Venezuela	<i>Faible liberté humaine (0 à 10)</i>	3 Afrique du Sud
27 Irlande	▲ 10 Pologne	2 Chine
26 Espagne	▲ 10 Paraguay	2 Ethiopie
26 Hong-Kong	▲ 10 Philippines	▲ 1 Roumanie
26 Botswana	10 Tanzanie, Rép. unie de	1 Jamahiriya arabe libyenne
25 Trinité-et-Tobago	9 Malaisie	0 Iraq
	9 Zambie	
	▲ 9 Haïti	
	8 Yougoslavie	
	▲ 8 Chili	

* A degré de liberté égal, les pays sont classés par ordre d'IDH.

Source : PNUD, rapport mondial sur le développement humain, 1991.

Que faire pour améliorer les choses ? Le PNUD préconise une action orientée autour de trois principes fondamentaux.

■ **Considérer le développement humain comme une priorité financière**

Le rapport préconise l'adoption de « stratégies nationales exhaustives », précises et chiffrées, concernant des domaines tels que les soins et l'enseignement primaire, l'assainissement, etc... Pour atteindre des objectifs réalistes en la matière, le PNUD estime nécessaire d'y consacrer au moins 5 % du PNB. Les financements nécessaires pourraient être obtenus par deux voies.

Il est d'une part proposé de limiter les dépenses improductives et les gaspillages : lutte contre la fuite des capitaux et la corruption, réforme des entreprises publiques, réduction du poids des dettes externes et internes, mais surtout limitation des dépenses militaires. Il suffirait ainsi, selon le rapport, de réduire de 3 % les dépenses militaires dans les pays développés et de les stabiliser à leur niveau actuel dans les pays en développement, pour dégager les ressources nécessaires au financement d'un programme « réaliste » de développement humain.

On pourrait également réaffecter les dépenses publiques en faveur du développement humain, soit par augmentation du niveau global des budgets publics si ceux-ci sont trop faibles, soit par contraction d'autres dépenses civiles. Le rapport mentionne en particulier le cas de l'éducation, où les restrictions budgétaires des années 1980 auraient surtout touché l'enseignement primaire, conduisant, dans des pays tels que l'Inde, le Pakistan, les pays arabes, l'Afrique, à des distributions hautement discriminatoires de l'éducation au détriment de la formation de base.

■ **Mieux utiliser les moyens existants**

Le PNUD mentionne quatre pistes d'action en la matière.

Il s'agit tout d'abord de rechercher une combinaison optimale des dépenses publiques et privées consacrée au développement humain, les dépenses publiques venant en particulier remédier aux défaillances du marché et encourager l'initiative privée. Les ONG pourraient, de leur côté, participer activement à la fourniture de services sociaux, comme au Bangla-Desh où le comité de développement des zones rurales assure un enseignement primaire pour un coût de 15 dollars par élève et par an.

Il faudrait également développer les approches décentralisées et participatives, permettant de réduire le coût de certaines prestations. Au Malawi, par

exemple, il existe un programme d'auto-assistance pour l'approvisionnement en eau, avec participation de la communauté à tous les stades du projet, en collaboration avec les représentants du gouvernement.

Troisième instrument d'action : l'amélioration de la gestion et la meilleure utilisation des moyens existants. Le PNUD évoque par exemple la possibilité d'utiliser plus intensivement les locaux scolaires, par la pratique des doubles ou triples journées, ou encore l'utilisation possible de technologies moins coûteuses, comme des installations de pompage « rustiques ».

Enfin, le PNUD préconise une orientation prioritaire des politiques vers les populations les plus démunies : priorité à l'approvisionnement en médicaments de base, principe de gratuité des services de base pour les pauvres tandis qu'une contribution pourrait être demandée aux plus riches.

Renforcer la coopération internationale

L'effort de restructuration et d'efficacité doit également concerner l'aide internationale. Le PNUD met en évidence, en ce domaine, le faible taux de l'aide au développement humain « de base », qui ne représenterait en 1990 que moins de 0,03 % du PNB de l'ensemble des pays donateurs, pourcentage qu'il conviendrait d'augmenter.

Dans cette perspective, le rapport plaide pour « une entente mondiale pour le développement humain et pour la paix », articulée autour des éléments suivants : élaboration concertée d'objectifs humains réalistes pour l'an 2000, réduction coordonnée des dépenses militaires (supra), enfin création d'un environnement économique international plus favorable au développement (problèmes de la dette et du protectionnisme notamment).

Trois avancées à consolider

Le rapport du PNUD tient sur plusieurs points importants un discours novateur pour une organisation gouvernementale.

Il cherche tout d'abord à intégrer des dimensions sociales et politiques qui ne sont pas habituellement traitées dans ce type de littérature. Ainsi, les passages sur la corruption ou sur le poids excessif des dépenses militaires sont intéressants

dans la mesure où ils émanent d'un organisme officiel. Plus significatif encore est la volonté d'associer liberté et développement humain. Quel organisme international aurait osé, il y a encore quelques années, classer des Etats souverains, membres de l'ONU, selon le degré de liberté qu'ils garantissent à leurs ressortissants ?

L'effort systématique de recueil et d'analyse des indicateurs sociaux est également à noter. Mais c'est bien entendu la tentative de construire un « indicateur synthétique » du développement qui constitue la novation la plus frappante. Novation certes intéressante dans la mesure où elle permet de remettre en cause, en se plaçant en quelque sorte sur leur propre terrain, la validité des indicateurs économiques traditionnels, comme le revenu par tête ; mais qui pose également des problèmes de méthode mal résolus, comme le choix et la pondération arbitraire des diverses composantes de l'indicateur. N'est-il pas inutile, voire dangereux, de chercher à saisir des processus de développement complexes et multiformes à travers un indicateur unique dont la valeur statistique peut être contestée ? Un système d'indicateurs partiels, dont la mise en place est d'ailleurs préconisée par le rapport, ne permettrait-il pas de mieux saisir la grande diversité des situations nationales ?

Enfin, le rapport introduit un élément unificateur, en montrant que la détresse et le sous-développement humain ne sont pas seulement un problème de pays pauvres [17]. Le fait d'avoir atteint des niveaux élevés de revenus n'exonère donc pas les gouvernements des pays riches de s'intéresser au développement humain à l'intérieur de leurs propres frontières.

Bibliographie

- [1] P.P. Andersen, P.B. Hazell, 1985 : « The Impacts of Green Revolution and Prospects for the Future », *Food Review International*, vol. 1, n° 1.
- [2] J. Mellor, 1985 : « Agricultural Change and Rural Poverty », *IFPRI Food Policy Statement* n° 3, Washington DC, octobre.
- [3] P. Streeten, 1981 : *Development Prospectives*, MacMillan, Londres.
- [4] ONU, 1988 : *Human Resources Development, a Neglected Dimension of Development Strategies*, Committee for Development Planning.
- [5] U. Kirdar, 1987 : *Adjustment and Growth with Human Development, a Review*, North-South Roundtable, Islamabad, Pakistan.
- [6] Voir la déclaration d'A. Adeedji, secrétaire exécutif de la commission des Nations Unies pour l'Afrique, au *Washington Post*, 15 avril 1989.
- [7] Cité dans *South Magazine*, 1989 : « 21th Century Blueprint », février, page 23.
- [8] G.A. Cornia, R. Jolly, F. Stewart (editors), 1987 : *Adjustment with a Human Face, Protecting the Vulnerable and Promoting Growth*, UNICEF, Clarendon Press, Oxford.
- [9] UNESCO, 1976 : *Medium Term Plan 1977-1982*.

- [10] H. Khadija, U. Kirdar, 1986 : *Human Development, a Neglected Dimension*, North-South Round-Table, Islamabad.
- [11] South Commission, 1990 Report : *The Challenges to the South*, Oxford University Press ; version française : *Le Sud face aux défis de l'avenir*, Paris, Economica, 1990.
- [12] ESCAP, 1988 : *Background to an Integrated Plan of Action for Human Resources Development in the ESCAP Region*.
- [13] PNUD, 1986 : *Human Resources Development and its Implications*, Report of the Administrator.
- [14] PNUD, 1990 : *Rapport mondial sur le développement humain*, Economica.
- [15] PNUD, 1991 : *Rapport mondial sur le développement humain*, Economica.
- [16] I. Miles, 1989 : *Human Resources and Sustainable Development, Social Indicators Strategies for the 1990 ies*, communication préparée pour la conférence de l'UNESCO, Moscou, 27-30 novembre.
- [17] H.E. Daly, J.B. Cobb Jr., 1989 : *For the Common Good. Redirecting the Economy Toward Community, the Environment and Sustainable Development*, Beckon Press.
- [18] Banque mondiale, 1990 : *La pauvreté*, Rapport annuel sur le développement dans le monde.